

Commune de LA ROCHE SUR LE BUIS

Plan de prévention des risques naturels (PPRN)

3 – Règlement

**direction départementale
de l'Équipement de la Drôme**



Novembre 2005

Dossier approuvé le :

sol, eau, environnement



Siège social
ZI Sud – Allée du vivarais –
26304 Bourg de PEAGE CEDEX
Tél. 04 75 72 80 00 – Fax 04 75 72 80 05

Agence de GRENOBLE
BP 172 14 A, rue de Mayencin
38000 ST MARTIN D'HERES
Tél. 04 38 37 00 00-Fax 04 38 37 00 44

Agence de LYON
39, rue Domer
69007 LYON
Tél. 04 78 69 36 62 Fax 04 78 69 36 62

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
CONSIDERATIONS SUR LE TITRE I - PORTEE DU PPRN - DISPOSITIONS GENERALES	5
CONSIDÉRATIONS SUR LES CHAPITRES I DES TITRES III, et IV - RÉGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX	8
CONSIDÉRATIONS SUR LES CHAPITRES II DES TITRES III, IV, V et VI - MESURES SUR LES BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS	8
CONSIDERATIONS SUR LE TITRE VII - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE	9
CONSIDÉRATIONS SUR LES EXPLOITATIONS FORESTIERES	9
DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES	10
TITRE I - PORTÉE DU PPR - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	12
TITRE II – INVENTAIRE DES ZONES A RISQUES ET MESURES DE PREVENTIONS APPLICABLES	16
Chapitre 1 - Méthodologie:	16
Chapitre 2 - Tableau récapitulatif des zones à risques	17
TITRE III – REGLEMENT TYPE n°1 (risque fort)	20
TOUS RISQUES	20
Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux	22
Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants	22
TITRE IV – REGLEMENT TYPE n°2 (risque moyen ou faible)	24
CHUTES DE PIERRES, DE BLOCS ET MASSES ROCHEUSES	24
Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux	25
Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants	26
TITRE V – REGLEMENT TYPE n°3 (risque moyen ou faible)	28
RAVINEMENT, RUISSELLEMENT et INONDATION	28
Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux	29
Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux (suite)	30
Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants	30
TITRE VI – REGLEMENT TYPE n°4 (risque moyen ou faible)	32
GLISSEMENT DE TERRAIN	32
Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux	33
Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants	35
TITRE VII - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE	36
CHAPITRE I – Mesures générales	36
Chapitre II – Mesures particulières	37
ANNEXES	40

PREAMBULE

Ce préambule a pour objectif de présenter un certain nombre de **considérations générales** nécessaires à une bonne compréhension et à une bonne utilisation du règlement du PPRN, document établi par l'Etat et opposable aux tiers une fois toutes les mesures de publicité réalisées (publication de l'arrêté d'approbation au recueil des actes administratifs, affichage en mairie, publicité dans la presse).

Il existe un guide général ainsi que des guides spécialisés sur les PPRN, élaborés conjointement par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement d'une part, et par le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement d'autre part, et publiés à la Documentation Française. Leur lecture est à même de répondre aux nombreuses autres questions susceptibles de se poser sur cet outil qui vise à limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles.

CONSIDERATIONS SUR LE TITRE I - PORTEE DU PPRN - DISPOSITIONS GENERALES

Sans préjudice des réglementations existantes, les dispositions réglementaires ont pour objectif, d'une part d'améliorer la sécurité des personnes, d'autre part d'arrêter la croissance de la vulnérabilité des biens et des activités dans les zones exposées, et si possible, de la réduire.

Le présent PPRN ne prend en compte que les risques naturels prévisibles définis à l'article 2 du Titre I du présent règlement et tels que connus à la date d'établissement du document. Il a été fait application du "principe de précaution" (défini à l'article L110-1 du Code de l'Environnement) en ce qui concerne un certain nombre de délimitations, notamment lorsque seuls des moyens d'investigations lourds auraient pu apporter des compléments pour lever certaines incertitudes apparues lors de l'expertise de terrain.

L'attention est attirée en outre sur le fait que :

- les risques pris en compte ne le sont que jusqu'à un certain niveau de référence spécifique, souvent fonction :
 - soit de l'analyse de phénomènes historiques répertoriés et pouvant de nouveau survenir (c'est souvent le cas pour les chutes de blocs et écroulements ou les débordements torrentiels avec forts transports solides)
 - soit de l'étude d'événements-types ou de scénarios susceptibles de se produire dans un intervalle de temps déterminé et donc avec une probabilité d'occurrence donnée (par exemple, crues avec un temps de retour au moins centennal pour les inondations)
 - soit de l'évolution prévisible d'un phénomène irréversible (c'est souvent le cas pour les mouvements de terrain) ;
- au-delà ou/et en complément, des moyens spécifiques doivent être prévus notamment pour assurer la sécurité des personnes (plan communal de sauvegarde – loi 2004-811 du 13 août 2004).
- en cas de modifications, dégradations ou disparitions d'éléments protecteurs (notamment en cas de disparition de la forêt là où elle joue un rôle de protection) ou de défaut de maintenance d'ouvrages de protection, les risques pourraient être aggravés et justifier des précautions supplémentaires ou une révision du zonage.

Sont pris en compte dans le présent PPRN les aléas suivants :

- les inondations (crues des torrents et des ruisseaux torrentiels) – indice cartographique **I**,
- les glissements de terrain – indice cartographique **G**,
- les chutes de pierres, de blocs et écroulements de masses rocheuses – indice cartographique **CB**,
- les ravinements par ruissellement. – indice cartographique **R**.

Ne sont pas pris en compte dans le présent PPRN d'autres risques naturels susceptibles de se produire sur le territoire communal, tels que incendies de forêts, vents violents, séismes, avalanches et chutes de neige lourde, ainsi que les phénomènes liés à des activités humaines mal maîtrisées (exemple : glissement de terrain dû à des terrassements sur fortes pentes).

Ne relèvent pas du PPRN les effets qui pourraient être induits par une maîtrise insuffisante des eaux pluviales, notamment en zone urbaine du fait de la densification de l'habitat (modification des circulations naturelles, augmentation des coefficients de ruissellement, etc) mais relèvent plutôt de programmes d'assainissement pluvial dont l'élaboration et la mise en oeuvre sont du ressort des collectivités locales et des aménageurs.

Remarques sur les implications du PPRN :

1. Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article L 562-4 du Code de l'Environnement. Il doit donc être annexé au PLU (dans le cas où ce document existe), en application des articles L126-1 et R 123-14 1° du Code de l'Urbanisme, par l'autorité responsable de la réalisation de celui-ci.
2. Les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols gèrent les prescriptions qui entrent dans le champ du Code de l'Urbanisme. En revanche, les maîtres d'ouvrage, en s'engageant à respecter les règles de construction, lors du dépôt d'un permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets, sont responsables des études ou dispositions qui relèvent du Code de la Construction en application de son article R 126-1. Le PPRN approuvé définit donc des règles particulières de construction ; ces règles ne peuvent être précisées à l'excès car elles dépendent non seulement de l'aléa mais aussi du type de construction et enfin parce que la responsabilité de leur application revient aux constructeurs. Aussi, à l'appui de certaines préoccupations de portée générale, sont émises des recommandations ne prétendant pas à l'exhaustivité mais adaptées à la nature de l'aléa et permettant d'atteindre les objectifs fixés ; celles-ci figurent généralement sous forme de fiches-conseils jointes en annexe au présent règlement.
3. Le PPR peut être modifié selon la même procédure et dans les mêmes conditions que son élaboration initiale (art 8 du décret n°95-1089 du 5 octobre 1995).

Cohérence avec les orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse :

Le cadre des actions relatives à la maîtrise des ruissellements et de l'érosion fait l'objet d'un volet spécial du SDAGE adopté par le Comité de Bassin Rhône-Méditerranée-Corse et approuvé par le Préfet, coordonnateur de Bassin, le 20 décembre 1996. Ce document opposable à l'Administration pour les décisions relatives au domaine de l'eau (c'est-à-dire à l'État, aux Collectivités locales et aux Etablissements Publics) fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans le bassin et définit les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre :

"La maîtrise des aléas naturels passe en premier lieu par la gestion des phénomènes d'érosion ou de ruissellement concernant soit les terrains en tête de bassin versant, soit les zones urbanisées.

Dans les têtes de bassin, les actions d'aménagement, de restauration, de reboisement devront s'inscrire dans le cadre d'une démarche globale et dans une perspective à long terme de réduction des crues et de l'érosion. Cette recherche sera systématique dans les documents d'impact ou d'incidence préalables aux aménagements susceptibles de modifier notablement le mode d'écoulement des eaux, de l'amont jusqu'à l'aval du bassin.

Hors des zones montagneuses, les documents d'incidence préalables à la réalisation d'aménagements tels que remembrement, drainage, imperméabilisation du sol, susceptibles d'avoir une influence significative sur les vitesses de ruissellement et les volumes transférés conduisant à l'accélération des flux de crues, doivent systématiquement évaluer cet effet, rechercher des alternatives moins pénalisantes et proposer des mesures compensatoires.

De même dans les secteurs urbains où les émissaires naturels sont à capacité limitée, les travaux ou aménagements ayant pour conséquence de surcharger le cours d'eau par de brèves et violentes pointes de crues devront être accompagnés de dispositifs régulateurs conçus en référence à la pluie décennale...

Le SDAGE encourage les pratiques agricoles permettant de diminuer le ruissellement ainsi que les techniques alternatives de traitement du ruissellement urbain (bassins tampons, chaussées poreuses...), sans oublier de tenir compte aussi des pollutions accompagnant ce phénomène. Ces dispositions s'appliqueront en priorité aux secteurs mis en évidence par les bassins prioritaires de risques".

Dispositions relatives au libre écoulement des eaux et à la conservation du champ des inondations

Le présent règlement définit en tant que de besoin les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation.

Modalités d'utilisation des documents cartographiques et réglementaires :

- 1) Les prescriptions et réglementations sont définies par ensembles homogènes, tels que représentés sur la carte de zonage réglementaire au 1/5 000^{ème}.
- 2) Sont ainsi définies :
 - une zone inconstructible*, appelée zone rouge . Certains aménagements tels que les ouvrages de protection ou les infrastructures publiques qui n'aggravent pas l'aléa peuvent cependant être autorisés (voir Titre I art 4). Par ailleurs, un aménagement existant peut se voir refuser une autorisation d'extension mais peut continuer à fonctionner sous certaines réserves.
 - une zone constructible sous conditions de conception, de réalisation, d'utilisation et d'entretien de façon à ne pas aggraver l'aléa et à ne pas accroître la vulnérabilité des personnes et des biens, appelée zone bleue .
 - une zone constructible sans conditions particulières au titre des risques pris en compte dans le présent PPRN, appelée zone blanche, mais où toutes les autres règles (d'urbanisme, de construction, de sécurité...) demeurent applicables.

Même si aucune règle particulière n'est imposée en zone blanche par le présent PPRN, le respect des règles usuelles de construction (règle « neige et vent » ou règles parasismiques par exemple) doit, de toute façon, se traduire par des constructions « solides » (toitures capables de

* Les termes inconstructible et constructible sont largement réducteurs par rapport au contenu de l'article 40-1 de la loi du 22 juillet 1987 annexé au présent règlement. Toutefois il a paru judicieux de porter l'accent sur ce qui est essentiel pour l'urbanisation : la construction.

supporter le poids de la neige, façades et toitures résistant aux vents, fondations et chaînages de la structure adaptés...).

3) Dans les zones référencées rouges ou bleues sur la carte réglementaire de zonage les prescriptions et recommandations propres à chaque règlement se complètent.

CONSIDÉRATIONS SUR LES CHAPITRES I DES TITRES III, et IV - RÉGLEMENTATION DES PROJETS NOUVEAUX

Ces règles sont définies en application de l'article L 562-1-II-1° et 2° du Code de l'Environnement.

Le respect des dispositions du PPRN conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

Remarque :

Il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5- du Code de l'Environnement, les infractions aux dispositions du PPRN sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article L 480.4 du Code de l'Urbanisme.

CONSIDÉRATIONS SUR LES CHAPITRES II DES TITRES III, IV, V et VI - MESURES SUR LES BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS

Ces mesures sont définies en application de l'article L 562-1-II-4° du Code de l'Environnement.

Les biens et activités existants ou autorisés antérieurement à la publication du présent PPRN continuent à bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982.

Le respect des dispositions du PPRN conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de catastrophe naturelle soit constaté par arrêté interministériel.

Remarques :

1. Les chapitres II ne concernent que des mesures portant sur des dispositions d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation de bâtiments et aménagements existants : ces travaux de prévention, mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale du bien (article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995). Les travaux

d'extension ou de transformation de bâtiments existants, tels que définis dans le Titre I sont traités dans les chapitres I.

2. Sont distinguées les mesures recommandées et les mesures obligatoires ; le délai fixé pour la réalisation de ces dernières (qui ne peut être supérieur à 5 ans) est également précisé (article L 562-1-III du Code de l'Environnement).
3. il est rappelé qu'en application de l'article L 562-5 du Code de l'Environnement, les infractions aux dispositions du PPRN sont constatées par des fonctionnaires ou agents de l'Etat ou des collectivités publiques habilités. Le non-respect constaté de ces dispositions est puni des peines prévues à l'article L 480.4 du Code de l'Urbanisme.

CONSIDERATIONS SUR LE TITRE VII - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Ces mesures sont définies en application de l'article 562-1-II-3° du Code de l'Environnement.

CONSIDÉRATIONS SUR LES EXPLOITATIONS FORESTIERES

La gestion et l'exploitation forestière sont autorisées sur l'ensemble du territoire étudié à condition de ne pas mettre en danger les habitations existantes à proximité. Elles se réaliseront selon les procédures prévues par le Code forestier.

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

TITRE I - PORTÉE DU PPR - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 - Territoire concerné :

Le périmètre du présent Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles correspond à une partie du territoire de la commune définie par le plan de zonage réglementaire au 1/5 000^{ème}.

Article 2 - Risques naturels prévisibles pris en compte :

Sont pris en compte dans le présent PPRN uniquement les risques naturels suivants :

- crues des torrents et des ruisseaux torrentiels
- mouvements de terrain :
- glissements de terrain, solifluxion, ravinements et coulées boueuses
- chutes de pierres, de blocs, écroulements de masses rocheuses.

Article 3 - Définitions

Définition des projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- tout ouvrage neuf,
- toute extension de bâtiment existant supérieure à 20m²,
- tous travaux, toute installation, toute transformation ou changement de destination d'un bâtiment existant, conduisant à augmenter l'exposition des personnes et/ou la vulnérabilité des biens.

Nota : le terme « existant » s'entend, dans tout le reste du document, à la date d'approbation du PPRN

Définition des campings

Ce terme générique regroupe les différentes activités suivantes :

- Stationnement isolé de caravane,
- Camping à la ferme,
- Aire naturelle de camping,
- Terrain de camping classé de 1 à 4 étoiles,
- Parc résidentiel de loisirs.

Définition des façades exposées

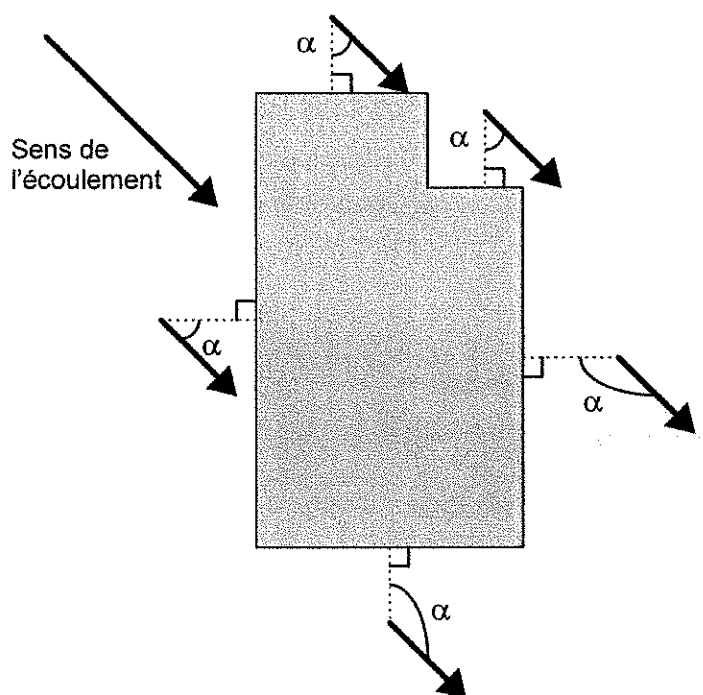
Le règlement utilise la notion de « façade exposée » notamment dans le cas de chutes de blocs ou d'écoulements avec charges solides (crues torrentielles). Cette notion, simple dans beaucoup de cas, mérite d'être explicitée pour les cas complexes

- la direction de propagation du phénomène est généralement celle de la ligne de plus grande pente (en cas de doute, la carte des phénomènes et la carte des aléas permettront souvent de définir sans ambiguïté le point de départ ainsi que la nature et la direction des écoulements prévisibles) ;
- elle peut s'en écarter significativement, du fait de la dynamique propre au phénomène (rebonds irréguliers pendant les chutes de blocs...), d'irrégularités de la surface topographique, de l'accumulation locale d'éléments transportés (blocs, bois, ...) constituant autant d'obstacles déflecteurs ou même de la présence de constructions à proximité pouvant aussi constituer des obstacles déflecteurs.

C'est pourquoi, sont considérés comme :

- directement exposées, les façades pour lesquelles $0^\circ \leq \alpha < 90^\circ$
- indirectement ou non exposées, les façades pour lesquelles $90^\circ \leq \alpha \leq 180^\circ$

Le mode de mesure de l'angle α est schématisé ci après.



Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ce schéma de principe devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

Il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs directions de propagation ; toutes sont à prendre en compte.

Article 4 - Dispositions spécifiques dans les zones interdites à la construction

Dans les zones interdites à la construction - zones rouges - peuvent toutefois être autorisés dans la mesure où ces aménagements n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux :

- a) sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation de la population exposée : les travaux d'entretien, de gestion et d'exploitation courants des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures à l'exclusion de toute création de pièce habitable.

- b) sous réserve d'un renforcement de la sécurité des personnes et de réduction de la vulnérabilité des biens :
- les extensions limitées qui seraient nécessaires à des mises aux normes d'habitabilité ou de sécurité,
 - la reconstruction ou la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque à l'origine du classement en zone interdite.
- c) sous réserve qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et que la sécurité des personnes soit assurée :
- les abris légers, annexes des bâtiments d'habitation, d'une surface inférieure à 20 m², ainsi que les bassins et les piscines non couvertes et liées à des habitations existantes,
 - les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière.
- d) les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services collectifs sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux ;
- e) tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques.

TITRE II – INVENTAIRE DES ZONES A RISQUES ET MESURES DE PREVENTIONS APPLICABLES

Chapitre 1 - Méthodologie:

On trouvera au chapitre 2 le tableau récapitulatif des zones à risques retenues dans le cadre de l'étude du P.P.R.N.

- chaque zone est désignée par son numéro qui figure sur la carte de zonage réglementaire,
- pour chaque zone est indiquée une (ou plusieurs) lettre(s) correspondant à la codification du (ou des) risque(s) naturel(s) pris en compte,
- la valeur de l'aléa correspondant est indiquée par un **chiffre** accolé à la lettre de codification du risque,
- à chaque zone ainsi définie (numéro, lettre, chiffre) correspond un **règlement type** applicable à toute la zone.

Codification de la nature du risque naturel :

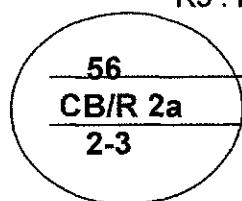
G : Glissement de terrain superficiel ou profond,
 CB : Chute de pierres, de blocs ou écoulement de masses rocheuses,
 R : Ravinement,
 I : Inondation par débordement torrentiel.

Codification de la valeur du risque naturel :

3 : Risque fort - zone rouge,
 2a : Risque moyen - Zone bleue foncée (hachures verticales)
 2b : Risque faible - Zone bleue claire (quadrillage)
 1 : Sans risque prévisible.

Exemples de codification :

CB 2a: Chute de blocs - Risque moyen
 R3 : Ravinement - Risque fort.



56 : n° de zone

CB 2a : chute de blocs, risque moyen et R 2a : ravinement, risque moyen

2-3 : règlements types 2 et 3

Il y a 4 règlements type.

Chaque règlement comporte pour chaque zone l'ensemble des prescriptions opposables et des recommandations fortement conseillées.

Chapitre 2 - Tableau récapitulatif des zones à risques

Nom du secteur	Numéro de la zone	Codification	Zonage	Règlement type correspondant
Le Château	1	CB3	Rouge	1
Pierre Rousse - Massareilles - Chante Duc	2	CB3	Rouge	1
Les Chalanches - Mounine	3	CB3	Rouge	1
L'Adret	4	CB3	Rouge	1
Les Voûtes	5	CB3	Rouge	1
Grands Rochers de Banne	6	CB3	Rouge	1
La Nible- Sabouillon	7	CB3	Rouge	1
-	8	CB3	Rouge	1
Château Mian	9	CB3	Rouge	1
L'Osière	10	CB3	Rouge	1
Long Faux	11	CB3	Rouge	1
Pommerol	12	G3	Rouge	1
Sabouillon	13	G3	Rouge	1
Les Blaches	14	G3	Rouge	1
Théron aval	15	G3	Rouge	1
Théron amont	16	G3	Rouge	1
St Christophe	17	G3	Rouge	1
Pierre Marin	18	G3	Rouge	1
-	19	G3	Rouge	1
Les Barnoun	20	G3	Rouge	1
L'Abbé	21	R3	Rouge	1
Jean Sannes	22	R3	Rouge	1
L'Uzac de Brasses	23	R3	Rouge	1
La Buisse	24	R3	Rouge	1
Le Menon	25	I3	Rouge	1
Le Menon aval	55	I2b	Bleu clair	3
L'Adrêt - La Coste	26	CB2b	Bleu clair	2
L'Osière - Grand Prés - Notre Dame - Les Cléments - Preynaud - Fabreyse	27	G2b	Bleu clair	4
Les Carats	28	G2b	Bleu clair	4
Les Gaillardes	29	G2b	Bleu clair	4
Chorand	30	G2b	Bleu clair	4
La Viste	31	G2b	Bleu clair	4
Pommerol	32	G2b	Bleu clair	4
Plaine de Girond	33	G2b	Bleu clair	4
Condamines - Bridons	34	R2b	Bleu clair	3
Auzerand	35	R2b	Bleu clair	3
Tournias	36	R2b	Bleu clair	3

Nom du secteur	Numéro de la zone	Codification	Zonage	Règlements type correspondant
Brassée	37	R/G 2b	Bleu clair	3-4
La Loube	38	R/G 2b	Bleu clair	3-4
Plaine de Girond	39	R/G 2b	Bleu clair	3-4
L'Ubac de Banne	40	R/G 2b	Bleu clair	3-4
Bordure Nord de la commune	41	1	Blanc	néant
Alauzon	42	1	Blanc	néant
Les Chenevieres	43	1	Blanc	néant
Plaine Gruallon de Banne	44	1	Blanc	néant
Les Preyrauds	45	1	Blanc	néant
Les Prés de Laugier	46	1	Blanc	néant
Costette	47	1	Blanc	néant
Sias	48	1	Blanc	néant
Les Cléments	49	1	Blanc	néant
Clôt de Caillon - Combescure	50	1	Blanc	néant
La Bâtie	51	1	Blanc	néant
Gilbot	52	1	Blanc	néant
Le Menon aval	53	1	Blanc	néant
Le reste du territoire communal	54	G/CB 2a ou CB/R 2a ou R 2a ou G/R 2a ou G/CB/R 2a ou CB 2a	Bleu foncé Bleu foncé Bleu foncé Bleu foncé Bleu foncé Bleu foncé	4-2 2-3 3 4-3 4-2-3 2

TITRE III – REGLEMENT TYPE n°1 (risque fort)**TOUS RISQUES**

Les quatre premières colonnes des tableaux des pages suivantes indiquent si les règles édictées sont :

	Responsabilité
des prescriptions d'urbanisme	autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme
des prescriptions de construction	maître d'ouvrage
des prescriptions de gestion de l'espace ou d'autres prescriptions	gestionnaire ou exploitant
des recommandations	maître d'ouvrage, gestionnaire et exploitant

Codification du risque : **CB 3/G 3/R 3/I 3**

Numéros des zones concernées : **1 à 25**

Type de zones :

- zones à **risque fort** de chutes de blocs et d'écroulement de masse rocheuse (**CB 3**)
- zones à **risque fort** de glissement de terrain (**G 3**)
- zones à **risque fort** de ravinement et de ruissellement (**R 3**)
- zones à **risque fort** d'inondation par débordement (**I 3**)

Prescriptions			Recommandations	Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				CB 3/G 3/R 3/I 3 (zone rouge – risque fort)
x				Construction Interdit Exceptions : voir dispositions spécifiques du Titre I - article 4 sauf pour les bassins et piscines qui demeurent interdits en zone rouge de glissement de terrain.
				Affouillement et exhaussement supérieur à 3m
x				Interdit sauf dans le cadre de travaux et aménagements de nature à réduire les risques ou d'infrastructures de desserte.
	x			Etude d'incidence liée à ces travaux ou aménagements
x				Camping Interdit

Prescriptions			Recommandations	Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				CB 3/G 3/R 3/I 3 (zone rouge – risque fort)
x				Interdit les créations de pièces habitables supplémentaires, les créations d'ouvertures sur les façades ou toitures exposées,
	x			Autorisé les travaux d'entretien, de gestion et d'exploitation (façades, toitures,...). L'autorisation d'une réfection totale ou d'une modification partielle de toiture sera soumise à l'obligation de réalisation d'un chaînage.
			x	Pour l'ensemble des zones concernées, les recommandations contenues dans les fiches-conseils n°1 à 3 figurant en annexe pourront utilement être mises en œuvre.

TITRE IV – REGLEMENT TYPE n°2 (risque moyen ou faible)**CHUTES DE PIERRES, DE BLOCS ET MASSES ROCHEUSES**

Les quatre premières colonnes des tableaux des pages suivantes indiquent si les règles édictées sont :

	Responsabilité
des prescriptions d'urbanisme	autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme
des prescriptions de construction	maître d'ouvrage
des prescriptions de gestion de l'espace ou d'autres prescriptions	gestionnaire ou exploitant
des recommandations	maître d'ouvrage, gestionnaire et exploitant

Codification du risque : **CB 2a – CB 2b**

Numéros des zones concernées : **26 et 54**

Type de zones :

- zones à **risque moyen** de chutes de pierres, de blocs et d'écroulement de masse rocheuse (**CB 2a**) — hachures verticales bleu foncé,
- zones à **risque faible** de chutes de pierres, de blocs et d'écroulement de masse rocheuse (**CB 2b**) – quadrillage bleu clair.

Prescriptions				Recommandations	Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles			
					CB 2a (zone bleu foncé hachurée verticale – risque moyen)
x					Construction Autorisé
	x				Adaptation de la construction à l'impact des blocs avec notamment :
x	x				- protection ou renforcement des façades exposées (y compris ouvertures) - accès et ouvertures principales sur les façades non exposées, en cas d'impossibilité : les protéger
			x		Privilégier les regroupements de bâtiments se protégeant mutuellement et protégeant les zones de circulation ou de stationnement
			x		Etude de diagnostic de chutes de blocs (cf. Fiche-conseils n° 3)
					Aires de stationnement (collectif ou privé) associé aux constructions
	x				Autorisé,
					avec protection à assurer contre l'impact des blocs
					Camping
x					Interdit

					CB 2b (zone bleu clair quadrillée – risque faible)
x					Construction Autorisé
			x		Adaptation de la construction à l'impact des blocs avec notamment :
					- protection ou renforcement des façades exposées (y compris ouvertures) - accès et ouvertures principales sur les façades non exposées, en cas d'impossibilité : les protéger
			x		Privilégier les regroupements de bâtiments se protégeant mutuellement et protégeant les zones de circulation ou de stationnement
			x		Etude de diagnostic de chutes de blocs (cf. Fiche-conseils n° 3)
	x				Aires de stationnement (collectif ou privé) associé aux constructions
					Autorisé avec protection à assurer contre l'impact des blocs
		x			Camping
					Autorisé avec protection à assurer contre l'impact des blocs

Prescriptions			Recommandations	Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				CB 2a – CB 2b
x				Interdiction des coupes de bois à blanc en amont des zones construites dans les secteurs de pente moyenne supérieure à 30%
			x	Adaptation des constructions aux résultats d'une étude de vulnérabilité (cf. fiche-conseils n° 3)
			x	Pour l'ensemble des zones concernées, les recommandations contenues dans la fiche-conseil n°3 figurant en annexe pourront utilement être mises en œuvre.

TITRE V – REGLEMENT TYPE n°3 (risque moyen ou faible)**RAVINEMENT, RUISSELLEMENT et INONDATION**

Les quatre premières colonnes des tableaux des pages suivantes indiquent si les règles édictées sont :

	Responsabilité
des prescriptions d'urbanisme	autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme
des prescriptions de construction	maître d'ouvrage
des prescriptions de gestion de l'espace ou d'autres prescriptions	gestionnaire ou exploitant
des recommandations	maître d'ouvrage, gestionnaire et exploitant

Codification du risque : **R 2a – R 2b – I 2b**

Numéros des zones concernées : **34 à 40, 54 et 55**

Type de zones :

- zones à **risque moyen** de ravinement et de ruissellement (**R 2a**) — hachures verticales bleu foncé,
- zones à **risque faible** de ravinement et de ruissellement (**R 2b**) – quadrillage bleu clair,
- zones à **risque faible** d'inondation (**I 2b**) - quadrillage bleu clair

Prescriptions			Recommandations	Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				R 2a (zone bleu foncé hachurée verticale – risque moyen)
x				Construction Autorisé
	x			Etude géotechnique pour déterminer les modalités d'exécution des travaux
x				Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales, de drainage : dans les réseaux existants, dans les exutoires naturels non permanents ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux, dans un périmètre de 30 m autour des habitations
	x			Terrassement : la pente ne doit pas dépasser 3 base/2 hauteur
				Affouillement et exhaussement supérieur à 3m de hauteur
x				Autorisé
	x			sous réserve de ne pas aggraver le risque d'instabilité et d'adapter les travaux (remblais-déblais) à la nature du terrain

				R 2b (zone bleu clair quadrillée - risque faible)
x				Construction Autorisé,
			x	Etude géotechnique pour déterminer les modalités d'exécution des travaux
x				Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales, de drainage : dans les réseaux existants, dans les exutoires naturels non permanents ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux, ou par infiltration pour les constructions à usage d'habitation individuelle
			x	Terrassement : la pente ne doit pas dépasser 3 base/2 hauteur
x				Affouillement et exhaussement supérieur à 3m de hauteur
				Autorisé
			x	sous réserve de ne pas aggraver le risque d'instabilité et d'adapter les travaux (remblais-déblais) à la nature du terrain

Prescriptions			Recommandations	Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux (suite)
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				I 2b (zone bleu clair quadrillée - risque faible)
x				Construction Autorisé
x				La cote de référence est fixée à 0,50 m au dessus du terrain naturel
x				Le premier plancher utile doit être implanté à 0,20 m au dessus de la cote de référence
	x			Les constructions doivent être réalisées sur vide sanitaire aéré et vidangeable
	x			Les parties d'ouvrages situées au dessous de la cote de référence doivent être constituées de matériaux insensibles à l'eau et conçues pour résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux affouillements
		x		Les citernes enterrées doivent être lestées et ancrées, les citernes à l'air libre doivent être amarrées

Prescriptions			Recommandations	Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				R 2a – R 2b
x				Interdiction des coupes de bois à blanc en amont des zones construites dans les secteurs de pente moyenne supérieure à 30%
			x	Revégétalisation des zones sensibles pour maîtriser le ruissellement et fixer le sol

TITRE VI – REGLEMENT TYPE n°4 (risque moyen ou faible)**GLISSEMENT DE TERRAIN**

Les quatre premières colonnes des tableaux des pages suivantes indiquent si les règles édictées sont :

	Responsabilité
des prescriptions d'urbanisme	autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme
des prescriptions de construction	maître d'ouvrage
des prescriptions de gestion de l'espace ou d'autres prescriptions	gestionnaire ou exploitant
des recommandations	maître d'ouvrage, gestionnaire et exploitant

Codification du risque : **G 2a-G 2b**

Numéros des zones concernées : **27 à 33 – 37 à 40 et 54**

Type de zones :

- zones à risque **moyen** de glissement de terrain (**G 2a**) — hachures verticales bleu foncé,
- zones à risque **faible** de glissement de terrain (**G 2b**) – quadrillage bleu clair.

Prescriptions			Recommandations	Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				G 2a (zone bleu foncé hachurée verticale – risque moyen)
x				Construction Autorisé
	x			Etude géotechnique pour déterminer les modalités d'exécution des travaux après un calcul de stabilité (cf. fiche-conseil n° 2) <ul style="list-style-type: none"> - fondations, - drainages profonds, - hauteur de remblai admissible, - type de soutènement éventuel, - mode d'assainissement autonome, -
x				Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales, de drainage : dans les réseaux existants, dans les exutoires naturels non permanents ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux, dans un périmètre de 100 m autour des habitations
	x			Les réseaux (canalisations et raccords) devront être souples, étanches et seront sectionnés par des regards accessibles à la vérification du fonctionnement.
			x	Contrôle de l'étanchéité des réseaux (AEP inclus) et/ou des modalités de rejet dans les exutoires de surface, dans un périmètre de 100 m autour des habitations
	x			Terrassement : la pente ne doit pas dépasser 3 base/2 hauteur
				Affouillement et exhaussement supérieur à 3m de hauteur
x				interdit

Prescriptions			Recommandations	Chapitre I : Réglementation des projets nouveaux (suite)
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				G 2b (zone bleu clair quadrillée - risque faible)
x				Construction Autorisé
			x	<p>Etude géotechnique pour déterminer les modalités d'exécution des travaux après un calcul de stabilité (cf. fiches-conseils n° 2 et n° 2 bis):</p> <ul style="list-style-type: none"> - fondations, - drainages superficiels - hauteur de remblai admissible, - type de soutènement éventuel, - mode d'assainissement autonome, -
x				Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales, de drainage : dans les réseaux existants, dans les exutoires naturels non permanents ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux, ou par infiltration pour les constructions à usage d'habitation individuelle
	x			Les réseaux (canalisations et raccords) devront être souples, étanches et seront sectionnés par des regards accessibles à la vérification du fonctionnement.
			x	Terrassement : la pente ne doit pas dépasser 3 base/2 hauteur
x				Affouillement et exhaussement supérieur à 3m de hauteur Autorisé
	x			sous réserve de ne pas aggraver le risque d'instabilité et d'adapter les travaux (remblais-déblais) à la nature du terrain
			x	Etude géotechnique de stabilité de versant

Prescriptions			Recommandations	Chapitre II : Mesures sur les biens et activités existants
Règles d'urbanisme	Règles de construction	Autres règles		
				G 2a – G 2b
x				Interdiction des coupes de bois à blanc en amont des zones construites dans les secteurs de pente moyenne supérieure à 30%
x				Défrichements limités au strict nécessaire
			x	Pour l'ensemble des zones concernées, les recommandations contenues dans les fiches-conseils n°2 et 2bis figurant en annexe pourront utilement être mises en œuvre.

TITRE VII - MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

En application des articles 4 et 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles et des articles L 562-1 et 562-3 du code de l'Environnement, les travaux et mesures de prévention suivants, devront être réalisés ou mis en oeuvre, sauf précision contraire, dans un délai maximum de 5 ans après l'approbation du PPRN pour l'existant et au fur et à mesure des aménagements nouveaux.

CHAPITRE I – Mesures générales

Article 1 - pour la commune

- **Etablir un plan communal de sauvegarde** (application de l'article 13 de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile) visant la mise en sécurité des personnes, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les services compétents de l'Etat, dans un délai de 3 ans, ce plan doit notamment comprendre :
 - un plan d'alerte à l'échelle territoriale pertinente, le détail des mesures, moyens et travaux de prévention, de sauvetage et de protection appropriés devant être mis en oeuvre par la collectivité, les personnes morales publiques et privées et les particuliers,
 - un plan des aires de refuge individuelles et collectives (existantes et à créer), un plan de circulation et d'accès permettant l'évacuation des personnes et facilitant l'intervention des secours,
 - un plan d'organisation et des moyens à mobiliser pour intervenir.

Le maire devra préciser les modalités de déclenchement et la mise en oeuvre de ce plan. D'autre part, un système d'alerte des populations doit être prévu.

- **Etablir un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)** – décret du 11 octobre 1990.
- **Réaliser régulièrement des campagnes d'information des riverains** sur les risques prévisibles selon les modalités propres à la collectivité. La campagne d'information des riverains devra être réactualisée au moins tous les 2 ans (article 40 de la loi 2003-699 du 30 juillet 2003).
- **Etablir un schéma directeur d'assainissement pluvial ou d'écoulement pluvial communal** afin d'assurer la maîtrise du débit et des ruissellements pluviaux notamment dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées dans un délai de 5 ans.
Ce schéma devra entre autres choses, définir les zones contributives, les prescriptions et les équipements à mettre en oeuvre par les aménageurs, la collectivité et les particuliers et destinés à la rétention ou l'infiltration des eaux pluviales dans le cadre d'une gestion optimale des débits de pointe et la mise en sécurité des personnes contre les inondations.
Le schéma devra également définir les mesures dites alternatives à la parcelle, permettant la rétention des eaux pluviales sur le terrain d'assiette afin de limiter les impacts des aménagements ou équipements dans les zones émettrices de ruissellement et d'au moins compenser les ruissellements induits.

Article 2 - pour les personnes privées, physiques ou morales :

- Démolir tout bâtiment ou installation menaçant ruine ou pouvant être ruiné par une crue, évacuer les matériaux et déchets pouvant être emportés par une crue. Le délai d'évacuation de ruines existantes à la date d'approbation du PPRN est fixé à 3 ans,
- Compenser l'augmentation du ruissellement résultant d'une modification de l'occupation du sol (imperméabilisation, déboisement, défrichement, concentration des rejets...) par des mesures individuelles ou collectives.

Chapitre II – Mesures particulières

Article 1 – Prévention et sauvegarde

Le village de la Roche sur le Buis est situé au pied d'une paroi rocheuse très fracturée. Afin de neutraliser ce danger, divers dispositifs de protection ont été mis en place. Il faut absolument les entretenir régulièrement si l'on veut que leur efficacité soit pérenne. De plus, le rocher du Château est un panneau calcaire éboulé de la falaise du tithonique, glissant sur le versant marneux du Callovo-Oxfordien dont le caractère lentement évolutif renforce la nécessité d'un suivi régulier des parois et des protections.

La commune assurera ce suivi tel qu'il est décrit à l'article suivant et procédera à :

- la mise en place de repères sur la paroi, notamment au droit des fractures ouvertes à réaliser dans un délai d'un an à compter de l'approbation du PPRN,
- l'installation de certains compléments de protection à réaliser dans un délai de deux ans à compter de l'approbation du PPRN,
 - en zone N-W, mise en place d'une barrière grillagée, au droit du parking, en prolongement de celle existante sur une longueur de 20 m (priorité 1),
 - en zone centrale, confortement des écailles potentiellement instables par ancrages (priorité 2) et réhaussement de la barrière existante (priorité 1),
 - sur l'ensemble de la zone, nettoyage de la fosse de réception,
 - remise en tension des câbles constitutifs des filets métalliques.
- la maintenance des dispositifs de protection (vis à vis de la corrosion et des dommages éventuels causés par des chutes de blocs).

Ces mesures sont décrites dans le rapport du CETE du 11 octobre 2004 suite à la visite en falaise du 19 juillet 2004.

Article 2 - Etudes - suivi - contrôle

Afin que la commune dispose de tous les éléments d'information nécessaires pour lui permettre d'intervenir préventivement à bon escient, en particulier pour l'entretien des ouvrages, il est prescrit à la commune un suivi périodique :

des équipements de protection dans le secteur du village au pied du rocher du Château :

- mesures sur les repères placés en paroi au moins une fois par an,
- inspection visuelle des parois et des dispositifs de protection (grillages, ancrages, merlons, etc...) au moins une fois tous les deux ans,

du bon état des différents réseaux - AEP, eaux pluviales, eaux usées -(étanchéité en particulier) dans les secteurs concernés par des glissements de terrain existants ou potentiels,

des torrents et ruisseaux, ainsi que des réseaux de fossés et de drainage, notamment Le Menon (maintien de la capacité d'écoulement, enlèvement de la végétation excessive)

des falaises et des versants dont la zone en contre bas présente un enjeu économique: Route Départementale n° 159 de liaison Buis les Baronnie---La Roche sur le Buis---Le Poet en Percip.

des phénomènes d'instabilité naturelle de grande ampleur suivants :

- la montagne du Château,
- les glissements de terrain de la moyenne vallée du Menon à proximité du hameau des Sias.

Article 3 - Gestion des eaux

La plupart des aménagements, s'ils ne sont pas conçus et réalisés avec les précautions nécessaires, sont susceptibles d'entraîner des perturbations marquées dans le régime des écoulements, qu'ils soient superficiels ou souterrains, et donc de créer ou d'aggraver les risques pour l'aval. Le but est donc de faire en sorte que, quels que soient les aménagements relevant d'une autorisation ou non, les modifications apportées aux écoulements tant de surface que souterrains soient supportables pour les activités, urbanisations, équipements, etc... existants non seulement sur la commune, mais encore sur les communes voisines, et ce pour le long terme.

Par ailleurs, il est rappelé l'obligation d'entretien faite aux riverains, définie à l'article L215-14 du Code de l'Environnement :

"Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des dispositions des chapitres I^{er}, II, IV, VI et VII du présent titre (« Eau et milieux aquatiques »), le propriétaire riverain est tenu à un curage régulier pour rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, à l'entretien de la rive par élagage et recépage de la végétation arborée et à l'enlèvement des embâcles et débris, flottants ou non, afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges et de préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques".

ANNEXES

Fiches – conseils à l'attention des constructeurs

- ♦ **Fiche - conseil 1** : Recommandations relatives à la prévention des dommages contre l'action des eaux
- ♦ **Fiche - conseil 2** : Recommandations relatives à la prise en compte du risque de glissement de terrain
- ♦ **Fiche - conseil 2 bis** : Recommandations relatives à la prise en compte du risque de glissement de terrain avec rejet éventuellement possible par infiltration
- ♦ **Fiche - conseil 3** : Recommandations relatives à la prise en compte du risque de chutes de pierres et de blocs

Fiche - conseil 1

Recommandations relatives à la prévention des dommages contre l'action des eaux

Votre terrain est situé dans un secteur susceptible d'être exposé à un **risque d'invasion par les eaux** (par exemple du fait d'inondations, de crues torrentielles ou de ruissellement de surface). Outre les mesures particulières liées à la spécificité du risque, il convient **que** vous preniez en compte, dans la conception et la réalisation de votre construction, les risques de dommages causés par la simple action des eaux.

Parmi les mesures envisageables, une **attention particulière** mérite d'être portée notamment aux points suivants :

- conception des **fondations**, en cas de risque d'affouillement ;
- utilisation de **matériaux insensibles** à l'eau ou convenablement traités, pour les aménagements situés sous la cote estimée de submersion ;
- modalités de **stockage des produits dangereux ou polluants** : par exemple dans des citernes, cuves ou fosses suffisamment enterrées et lestées pour résister à la submersion ou installées au-dessus de la cote estimée avec, dans tous les cas, orifices de remplissage et événements au-dessus de cette cote ;
- modalité de **stockage des produits périssables** ;
- conception des **réseaux électriques** et positionnement des **équipements vulnérables ou sensibles** à l'action des eaux (appareillages électriques, électroniques, électro-ménagers, etc ..) ;
- conception et réalisation des **réseaux extérieurs, notamment d'assainissement** (par exemple : clapets anti-retour, verrouillage des regards) ;
- garage et stationnement des **véhicules** ;
- aires de loisirs et **mobiliers extérieurs** (mise à l'abri, empêchement d'enlèvement par les eaux).

Cette liste ne prétend pas être exhaustive ; elle doit être adaptée à chaque projet, en fonction de sa situation d'une part, de ses caractéristiques propres ainsi que des modalités de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation d'autre part.

IMPORTANT :

La prise en compte de ces mesures est de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Fiche - conseil 2

Recommandations relatives à la prise en compte du risque de glissement de terrain

Votre terrain est situé dans un secteur exposé à un **risque de glissement de terrain superficiel** qui nécessite l'adaptation de votre construction ainsi que des terrassements qui lui sont liés à la nature de ce risque (site du projet et terrains environnants).

Cette adaptation **sera utilement définie** par une **étude géotechnique de sol** confiée à un bureau d'études spécialisé. Un exemple de modèle de cahier des charges vous est donné ci-dessous : il devra être adapté à la situation des lieux d'une part, aux caractéristiques du projet ainsi qu'aux modalités de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation (y compris entretien des installations) d'autre part.

CAHIER DES CHARGES SOMMAIRE DE L'ETUDE GEOTECHNIQUE DE SOL

Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les **caractéristiques mécaniques du terrain** d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour **garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains** et des risques de tassement, d'autre part pour **éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant**.

Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants :

- instabilité due aux **terrassements** (déblais-remblais) et aux **surcharges** : bâtiments, accès;
- gestion des eaux de **surface et souterraines** (drainage...);
- conception des **réseaux** et modalités de **contrôle ultérieur** à mettre en place, avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol;
- en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux **usées, pluviales et de drainage**, entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, **impact de ces rejets** sur ce dernier et mesures correctives éventuelles (ex. : maîtrise du débit, qualité du rejet);
- définition des **contraintes particulières pendant la durée du chantier** (terrassements, collecte des eaux).

Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.

Pour les projets de travaux de **transformation ou de changement de destination** de bâtiments existant, l'étude géotechnique pourra se limiter à un simple diagnostic émis par un spécialiste.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de faire vérifier la bonne conformité du projet avec les conclusions de l'étude géotechnique par le bureau ayant réalisé cette dernière.

IMPORTANT : La prise en compte de ces mesures ainsi que des résultats des études est de la responsabilité du maître d'ouvrage

Remarque : Les dispositions retenues en matière de gestion des eaux usées, pluviales, de drainage devront être compatibles avec les dispositions du schéma d'assainissement et du schéma d'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, s'ils existent, ainsi qu'avec les règles définies par les documents d'urbanisme et/ou par la réglementation en vigueur.

Fiche - conseil 2 bis**Recommandations relatives à la prise en compte du risque de glissement de terrain avec rejets éventuellement possibles par infiltration**

Votre terrain est situé dans un secteur exposé à un risque faible de glissement de terrain qui nécessite l'adaptation de votre construction à la nature de ce risque (site du projet et terrains environnants) ainsi que des terrassements qui lui sont liés.

Cette adaptation doit être définie par une étude géotechnique de sol confiée à un bureau d'études spécialisé. Un exemple de modèle de cahier des charges vous est donné ci-dessous : il devra être adapté à la situation des lieux d'une part, aux caractéristiques du projet ainsi qu'aux modalités de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation (y compris entretien des installations) d'autre part.

CAHIER DES CHARGES SOMMAIRE DE L'ETUDE GEOTECHNIQUE DE SOL

Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains et des risques de tassement, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant.

L'étude géotechnique se préoccupera donc des risques liés notamment aux aspects suivants :

- instabilité due aux terrassements (déblais-remblais) et aux surcharges : bâtiments, accès ;
- gestion des eaux de surface et souterraines (drainage...) ;
- conception des réseaux et modalités de contrôle ultérieur à mettre en place avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du soi ;
- en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux usées, pluviales et de drainage entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, impact de ces rejets sur ce dernier et mesures correctives éventuelles (ex. : maîtrise du débit, qualité du rejet) ;
- en l'absence de réseaux et d'exutoire superficiel, le bureau d'études définira la possibilité ou non d'infiltrer les eaux usées, une fois épurées, sans aggravation du risque d'instabilité à terme. Il définira également la faisabilité et les caractéristiques d'un système d'infiltration des eaux pluviales et de drainage, se rapprochant le plus possible des conditions naturelles d'infiltration avant construction et évitant la concentration des rejets (ex. stockage tampon). Il précisera enfin les modalités d'entretien et de contrôle de ces différents dispositifs ;
- définition des contraintes particulières pendant la durée du chantier (terrassements, collecte des eaux).

Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de faire vérifier la bonne conformité du projet avec les conclusions de l'étude géotechnique par le bureau ayant réalisé cette dernière.

IMPORTANT : La prise en compte de ces mesures ainsi que des résultats des études est de la responsabilité du maître d'ouvrage

Remarque : Les dispositions retenues en matière de gestion des eaux usées, pluviales, de drainage devront être compatibles avec les dispositions du schéma d'assainissement et du schéma d'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, s'ils existent, ainsi qu'avec les règles définies par les documents d'urbanisme et/ou par la réglementation en vigueur.

Fiche - conseil 3

Recommandations relatives à la prise en compte du risque de chutes de pierres et de blocs

Votre terrain est situé dans un secteur exposé à un **risque faible de chutes de pierres et de blocs** qui **nécessite une adaptation de votre construction** à la nature de ce risque.

Parmi les mesures envisageables, **une attention particulière** mérite d'être portée notamment aux **points suivants** :

- implantation et dimensionnement du bâtiment ainsi que possibilités de protection naturelle ou non, au niveau de la parcelle ;
- renforcement des façades exposées ;
- positionnement des ouvertures dans toute la mesure du possible, sur les façades non exposées;
- protection de l'environnement immédiat de la construction (accès, jardin, modalités de stationnement des véhicules.....).

Cette **adaptation sera utilement définie par une étude** du type diagnostic qualitatif du risque de chutes de pierres et de blocs, confiée à un bureau d'études spécialisé. Un exemple de modèle de cahier des charges vous est donné ci-dessous : il devra être adapté à la situation des lieux d'une part, aux caractéristiques du projet ainsi qu'aux modalités de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation d'autre part.

CAHIER DES CHARGES SOMMAIRE DU DIAGNOSTIC QUALITATIF DU RISQUE DE CHUTES DE PIERRES ET DE BLOCS

Cette étude est menée dans le contexte géologique du site.

Elle doit prendre en compte des critères objectifs en particulier la masse des blocs au départ, déterminée par l'étude de la fracturation, leur forme, l'altitude de départ, la surface topographique sur laquelle se développent les trajectoires, la nature et les particularités des terrains rencontrés par les blocs (rebonds possibles, fracturation, dispersion aléatoire des débris, présence de végétation absorbant une partie de l'énergie).

COMPLEMENT QUANTITATIF (calculs)

Dans un certain nombre de cas, le bureau d'études pourra être amené à compléter cette étude qualitative par une simulation trajectographique sur ordinateur (*ce type d'étude prend en compte les chutes de blocs isolés et non l'éboulement d'une masse rocheuse*).

Les résultats doivent permettre :

- 1°) de présenter une cartographie d'intensité du phénomène redouté,
- 2°) de définir les principes de protection (localisation et dimensions) à partir des énergies développées et des hauteurs de rebond.

La réalisation d'une étude des structures des bâtiments est également vivement recommandée.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de faire vérifier la bonne conformité du projet avec les conclusions de l'étude trajectographique par le bureau ayant réalisé cette dernière.

IMPORTANT : La prise en compte de ces mesures ainsi que des résultats des études est de la responsabilité du maître d'ouvrage

1000

1000

1000